

siégea jusqu'à la séparation de la Constituante.

BALLEROY (ALBERT-FÉLIX-JUSTIN-PIERRE DELACOUR DE), représentant à l'Assemblée nationale de 1871, né à Igé (Orne), le 15 août 1828, mort à Baudicourt (Seine-et-Oise), le 19 août 1872, était issu d'une ancienne famille de Normandie, et descendait du marquis Jacques-Claude-Augustin de la Cour de Balleroy (1694-1773), qui fut l'ami et le correspondant de d'Argenson, et fit partie de l'Académie libre de l'Entresol. Propriétaire à Balleroy, et maire de cette commune, il fut élu par les conservateurs du Calvados représentant à l'Assemblée nationale, le 1^{er} sur 9, avec 78,369 voix (86,564 votants et 139,207 inscrits). Il devint conseiller général de son canton, le 8 octobre suivant. A l'Assemblée, où il ne siégea que dix-huit mois environ, étant mort pendant la session, il vota, avec la droite :

Le 1^{er} mars 1871, *pour* les préliminaires de paix ;

Le 16 mai, *pour* les prières publiques ;

Le 10 juin, *pour* l'abrogation des lois d'exil ;

Le 30 août, *pour* le pouvoir constituant de l'Assemblée ;

Le 3 février 1872, *contre* le retour du Parlement à Paris.

BALLET (JEAN), député à l'Assemblée législative de 1791 et représentant à la Chambre des Cent-Jours, né à Evaux (Creuse), le 31 août 1760, mort à Limoges (Haute-Vienne), le 30 avril 1832, était avocat à Evaux en 1789, y devint juge au tribunal en 1791, et fut élu député de la Creuse à l'Assemblée législative, le 3 septembre 1791, par 163 voix sur 233 votants. Il y fut nommé membre et rapporteur du Comité des finances, lut à la tribune, le 2 avril 1792, un rapport sur la caisse de l'extraordinaire, demanda que la circulation des assignats fût élevée à 1,650 millions, et obtint le remboursement de l'emprunt de 1782. Après la journée du 10 août, il fit décréter que les premières pages du *Livre rouge* seraient envoyées aux 83 départements, comme preuves des dilapidations de la couronne.

Non réélu à la Convention, il rentra au barreau, et fut nommé, le 8 floréal an VIII, commissaire près le tribunal de Chambon. Son adhésion à l'empire lui valut, le 25 floréal an XII, la croix de la Légion d'honneur, le 24 février 1809, le titre de chevalier de l'Empire, et le 1^{er} jui. 1811, le poste d'avocat-général à la Cour impériale de Limoges.

Envoyé par le département de la Creuse, en juin 1815, à la Chambre des Cent-Jours, Ballet se montra très prudent sur les questions d'impôts, et demanda que la discussion du budget fût précédée de l'examen sérieux, par la Chambre, du travail des bureaux. A la séance du 6 juillet, Paris étant déjà occupé par les alliés, il fit adopter à l'unanimité la motion de ne point élever de statue à aucun monarque vivant.

BALLIDART (JEAN-BAPTISTE-DAVID, CHEVALIER DE), député à l'Assemblée constituante de 1789, né à Vitry-le-François (Marne), le 21 novembre 1748, mort à une date inconnue, appartenait à la magistrature de l'ancien régime en qualité de procureur du roi près le présidial de Vitry. Député de la noblesse aux États-Généraux (21 mars 1789) pour le bailliage de Vitry-le-François, il accueillit froidement la Révolution et ses nouveaux principes; les procès-verbaux de l'Assemblée ne font d'ail-

leurs aucune mention du chevalier de Ballidart.

BALLOT (JEAN-FRANÇOIS), député de 1830 à 1848 et représentant du peuple à l'Assemblée Constituante de 1848, né à Bellême (Orne), le 28 février 1778, mort à Paris, le 5 avril 1849. Appelé au service militaire par la conscription, il fut, comme simple soldat, incorporé, en pluviose an VII, dans la 90^e demi-brigade d'infanterie; il fit avec elle les campagnes de l'an VII et de l'an VIII, puis s'embarqua en l'an X avec un bataillon de ce corps pour Saint-Domingue, sous les ordres du général Leclerc. Il y gagna rapidement les épaulettes de capitaine, après avoir franchi tous les grades inférieurs. Fait prisonnier (an XII) par les Anglais aux Cayes Saint-Louis, il fut conduit à la Jamaïque; la même année, il était mis en liberté sur parole. De retour en France, le mauvais état de sa santé l'ayant forcé de quitter le service, il se retira dans sa ville natale, fut appelé en 1807 aux fonctions d'adjoint au maire de Bellême. La Restauration le révoqua en 1815. Attaché aux idées libérales, il se déclara en faveur de la Révolution de juillet, adhéra d'abord au gouvernement de Louis-Philippe, et fut nommé maire de Bellême (août 1830). Le 28 octobre de la même année, M. de Choiseul d'Aillecourt, légitimiste, ayant donné sa démission de député de l'Orne pour n'avoir pas à prêter le serment, M. Ballot brigua sa succession et l'obtint au collège de département. Le 5 juillet 1831, le 7^e collège électoral lui renouvela son mandat par 191 voix sur 233 votants et 318 inscrits. Dans la suite, il fut successivement réélu par le même collège, aux élections des 21 juin 1834, 4 novembre 1837, 2 mars 1839, 9 juillet 1842 et 1^{er} août 1846 : cette dernière fois, avec 252 voix contre 138 à son concurrent, M. de Blanpré. Après avoir d'abord voté avec le ministère, il siégea dans l'opposition dynastique et s'associa à la plupart des propositions et des votes de la gauche. Le 16 avril 1833, dans le procès intenté devant la Chambre des députés au journal la *Tribune*, il déclara s'abstenir. Il repoussa la dotation Nemours, l'indemnité Pritchard, le million des fonds secrets, appuya les motions relatives aux députés fonctionnaires (mars 1846) et à la distribution des annonces judiciaires (mai). Rallié à la République modérée, après février 1848, il fut encore élu représentant à l'Assemblée Constituante, le 23 avril, par le département de l'Orne, le 4^e sur 11, avec 85,763 voix. Il y vota :

Le 26 mai 1848, *pour* le bannissement de la famille d'Orléans ;

Le 9 août, *pour* le rétablissement du cautionnement des journaux ;

Le 2 septembre, *pour* le maintien de l'état de siège ;

Le 7 octobre, *contre* l'amendement Grévy sur la Présidence de la République ;

Le 2 novembre, *contre* le droit au travail.

Partisan de Cavaignac, il fut de ceux qui lui votèrent, le 25 novembre, un ordre du jour de félicitations. Opposé à la politique présidentielle de L.-N. Bonaparte, il vota, le 31 janvier, *pour* le renvoi aux bureaux de la demande de mise en accusation des ministres, et le 12 mars, *contre* l'augmentation de 50,000 francs par mois du traitement du président; il mourut avant la fin de la session.

BALLUE (FRANÇOIS-FIRMIN), député à l'Assemblée législative de 1791, né à Péronne (Somme), le 4 octobre 1749, mort à Amiens.